

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Les gens d'en face essaient de s'opposer à l'Accord de libre-échange, à la TPS et à toutes ces mesures qui ont contribué à relancer notre économie.

Des voix: Bravo!

* * *

L'EMPLOI

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ce matin, le chef du Nouveau Parti démocratique a dévoilé un plan quinquennal visant à créer un demi-million d'emplois et à ramener le taux de chômage.

Des voix: Oh, oh!

• (1430)

M. Langdon: Comme je le disais, ce matin, le chef du Nouveau Parti démocratique a dévoilé un plan visant à créer 500 000 emplois et à ramener le taux de chômage à 7 p. 100 au Canada. Pour la première fois dans l'histoire du Canada, un plan de ce genre est accompagné d'une évaluation indépendante effectuée par une firme de prévisionnistes professionnels et impartiaux.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Selon l'évaluation indépendante, contrairement à la politique actuelle du gouvernement, le plan des néo-démocrates contribuera à créer des milliers d'emplois, à réduire le déficit de 8 milliards de dollars et à baisser les impôts de 80 p. 100 des Canadiens. Le gouvernement laissera-t-il tomber ses préjugés et envisagera-t-il sérieusement d'adopter ce programme de plein emploi, de relever le défi et de redonner du travail à 500 000 Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, selon certains de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, ce plan nous vient du monde merveilleux de Disney. À bien des points de vue, il ressemble à la version II de la politique économique de Chrétien, puisque les néo-démocrates proposent un programme national d'infrastructure et des dépenses atteignant environ 25 milliards de dollars, sans nous dire toutefois de qui ils emprunteront l'argent ou qui ils taxeront.

Ils croient pouvoir créer 50 000 emplois en abolissant la TPS. Demandez à l'Association des manufacturiers canadiens ce qu'elle en pense. Elle nous dit que la TPS a permis à ses membres d'accroître leur compétitivité,

progrès qu'elle évalue à 3 ou 4 milliards de dollars. Voilà pourquoi les ventes ont grimpé de 17 p. 100 dans le secteur manufacturier, au cours du deuxième semestre de 1992. Ils veulent abroger l'Accord de libre-échange.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: C'est merveilleux! Nos exportations vers les États-Unis ont augmenté de près de 20 p. 100 depuis la ratification de l'Accord de libre-échange. Chacune des provinces a pu profiter de cet accord et les néo-démocrates veulent l'abroger. Pourquoi s'en prennent-ils aux mesures qui créent de l'emploi, stimulent l'activité économique, relancent l'économie et permettent à la population de profiter. . .

M. le Président: Le député d'Essex-Windsor peut poser une question supplémentaire.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le ministre ferait bien de prendre connaissance du plan avant de le commenter. Il constaterait que les chiffres qu'il a cités. . .

M. le Président: Pour poser une question, le député peut faire un préambule et ensuite formuler la question. Pour répondre, il faut s'en tenir le plus possible à la question et essayer de donner une réponse. Que le député pose sa question.

M. Langdon: Merci, monsieur le Président, de ce rappel que vous nous faites à tous les deux. Nous avons un plan à proposer qui prévoit l'élimination de la TPS parce qu'il créera des emplois et permettra de réduire les impôts pour 80 p. 100 des contribuables.

[Français]

Nous avons un plan d'action réaliste, un plan d'action visant à créer 500 000 emplois de plus et réduire le déficit de façon plus importante que la proposition gouvernementale.

Le ministre est-il prêt à laisser de côté la partisanerie? Est-il prêt à considérer soigneusement notre plan d'action et créer ces *jobs* qui sont si importants pour les Canadiens?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le député devrait se faire une idée. D'après le document dont j'ai pris connaissance, l'objectif du NPD est de contenir le déficit, pas de le réduire. Mais le député vient de parler de réduction.